

Journée de la femme à CECO Groupe

LE DG CONSTANTIN AMOUZOU EXHORTE SES EMPLOYEES FEMMES A L'AUTONOMISATION ECONOMIQUE



TR TOGOREVEIL

TR 140 du 14 mars 2014



Prix: 250 FCFA / Etranger 1€

Le pari d'une actualité qui réveille

LA GRANDE DECEPTION DE LA PRESSE TOGOLAISE

JEAN PIERRE FABRE, ancien journaliste, Directeur de Publication et rédacteur en chef des journaux togolais «La Tribune des démocrates» et «Le Temps des démocrates »

COMMENT L'HOMME EST-IL DEvenu PRÉDATEUR DE LA PRESSE?

Sas Gawou de Kanal fm menacé de mort... Après Dimas DZIKODO, Jean Paul Agboh Ahoulete, Dominique ALIZIOU, Germain POULI, Crédo TETEH, Tony Sodji, Joel EGAH et autres **P3**



Premières concertations Gouvernement/ Partis politiques hier à la primature

AHOOMEY ZUNU A ÉCOUTÉ LES UNS ET LES AUTRES EN VUE D'UN RAPPROCHEMENT DES POSITIONS

Selon le Célèbre Magazine américain FORBES Afriques

INGRID AWADE DANS LA LISTE RESTREINTE DU TOP 20 DES BATISSEURS DE L'AFRIQUE FRNCOPHONE DE DEMAIN



■ Ecole buissonnière et jeux sur ordinateurs **CES ELEVES QUI FONT LE BONHEUR DES CYBERS** **P5**

■ La Ministre Dédé EKOUE à la Commission sur la Condition de la femme à New York **LE SATISFECIT DES PARTENAIRES SUR L'AMELIORATION DU QUOTIDIEN DE LA FEMME TOGOLAISE** **P3**



FOIRE ARTISANALE ET CULTURELLE DU TOGO

THEME:

L'ENTREPRISE ARTISANALE ET LE DEVELOPPEMENT SOCIAL

INFO-LINE
91 20 64 58
90 01 61 18

Facebook / Twitter
Foire Artisanale et Culturelle du Togo



7^e Edition
DAPAONG
DU 16 AU 26 AVRIL 2014

www.fatogo.net

Premières concertations Gouvernement/ Partis politiques hier à la primature AHOOMEY ZUNU A ECOUTE LES UNS ET LES AUTRES EN VUE D'UN RAPPROCHEMENT DES POSITIONS



Suite à la lettre réponse du Président de la République au président de l'ANC qui demandait l'ouverture d'un dialogue en vue des réformes institutionnelles et constitutionnelles, instructions avaient été données au Premier Ministre Ahomey Zunu afin « qu'il prenne des dispositions pour l'ouverture prochaine au sein de l'Assemblée nationale des discussions sur les propositions de réformes institutionnelles et constitutionnelles ». Faure GNASSINGBE avait ajouté que le Chef du gouvernement « restera à l'écoute de toutes les bonnes volontés qui se manifestent. »

De premières invitations furent lancées par le Chef du gouvernement et c'est ainsi qu'hier jeudi 13 mars, des délégations des partis politiques ayant des élus à l'assemblée nationale, ont été reçues à la primature, un premier contact qui devra permettre de concilier les différentes positions sur la meilleure procédure devant conduire aux réformes institutionnelles et constitutionnelles conformément à l'APG. Ahomey Zunu avait à ses côtés Gilbert Bawara, ministre de l'administration territoriale et Christian Trimua, Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Justice et des relations avec les Institutions de la République.

A la fin de ces premières concertations, les chefs des différentes délégations se sont prononcés.

Patrick LAWSON, vice-Président de l'ANC

« C'est la suite normale de la

rencontre qui a eu lieu entre le Chef de l'Etat et le Chef de file de l'opposition. Il s'agit donc de voir le cadre approprié pour un futur dialogue. Vous savez que le décor est planté. La proposition est faite de mener ces discussions au sein de l'Assemblée Nationale mais pour le chef de file de l'opposition, la meilleure façon de mener ces discussions, c'est d'avoir un cadre et aujourd'hui nous avons échangé pour rapprocher les positions et la meilleure manière de pouvoir discuter entre togolais et trouver les solutions à tous les problèmes qui ont déjà été retenus dans l'Accord Politique Global, de même que les questions relatives aux élections locales. Etant donné que c'est des concertations, nous ne sommes qu'au premier contact. D'autres contacts se feront et qui éclaireront les uns et les autres. »

Paul Dodji APEVON, Président du CAR

« Sur l'Accord Politique Global, nous nous sommes entendus au niveau de la classe politique que ces réformes-là doivent être discutées dans un cadre qui puisse permettre le consensus et lorsque le consensus est réalisé, en ce moment on peut aller facilement à l'Assemblée Nationale pour faire le débat qui est celui de l'Assemblée parce qu'à l'Assemblée, c'est la loi de la majorité. Nous voulons quand même qu'un cadre nous permette d'avoir ce consensus-là avant d'aller à l'Assemblée. Cette position que nous avons prise, le Premier Ministre a voulu mieux comprendre ce que nous exprimons et c'est ce qui a fait l'objet de la rencontre de ce matin.

Nous sommes revenus abondamment sur ce cadre-là pour lui expliquer la nécessité de sa mise en place qui puisse permettre justement, conformément à ce que l'Accord Politique Global a dit, de réaliser ce consensus avant que l'Assemblée ne se saisisse. »

Jean Claude HOMAWOO, Conseiller au Bureau Politique de l'UFC

« L'Union des Forces du Changement avec le réalisme et le pragmatisme qui la caractérise aujourd'hui pense que les réformes sont très importantes et doivent être faites assez rapidement. Et pour se faire, l'Union des Forces du Changement ne veut plus se retrouver dans des prétendus cadres de dialogue pour perdre du temps à décider du sexe des anges, de savoir pourquoi X a initié le cadre, qui doit composer le cadre ? C'est pourquoi nous avons dit au Premier ministre que nous trouvons qu'au CPDC rénové, un travail important a été fait concernant les principaux thèmes de réformes institutionnelles et constitutionnelles d'autant plus que dans ce cadre se retrouve la plupart des partis parlementaires aujourd'hui, les partis significatifs de la scène politique togolaise. Nous avons eu dans ce cadre à débattre de tous les sujets et surtout les sujets qui nous préoccupent à savoir la limitation des mandats et de savoir également si l'élection doit se faire à un tour ou à deux tours. Donc, nous avons indiqué à monsieur le Premier Ministre qu'il serait bon que les travaux élaborés, continués et confirmés par le CPDC qui ont été remis au gouvernement puissent être repris et que les partis qui n'ont pas pu participer aux travaux du CPDC soient informés des conclusions qui sont là. Et si d'aventure ils avaient des compléments à apporter, ils verseraient ces compléments au dossier pour qu'au niveau du gouvernement cela soit réétudié, que ces dossiers parviennent au niveau de l'Assemblée Nationale et deviennent lois de la nation. En clair, c'est au parlement que la plupart des choses vont se faire. »

Pour rappel, le Président de la République avait indiqué à la classe politique que « la consolidation de la démocratie dans notre pays, exige que chaque institution joue pleinement son rôle. » avant de préciser que « Le peuple togolais a aujourd'hui l'avantage de disposer d'une assemblée nationale où les principaux courants politiques sont représentés. Elle offre ainsi le cadre le plus indiqué pour débattre utilement des réformes envisagées, conformément à l'Accord Politique Global. »

Il appartiendra donc au Premier Ministre de concilier les différentes positions afin de prendre les dispositions, dans les meilleurs délais, pour l'ouverture des débats sur les réformes à l'assemblée nationale.

Selon le Célèbre Magazine américain FORBES Afriques INGRID AWADE DANS LA LISTE RESTREINTE DU TOP 20 DES BATISSEURS DE L'AFRIQUE FRANCOPHONE DE DEMAIN



Après le magazine LESAFRIQUES, qui l'a désigné en 2013 parmi les 50 Femmes les plus influentes en Afrique, c'est au tour du célèbre magazine américain FORBES de revenir cette année à la charge pour honorer et reconnaître le travail, la carrure et l'influence de la togolaise Ingrid AWADE, décrite comme une femme de valeur, courageuse et opiniâtre qui est « au cœur du pouvoir et dispose de la confiance absolue » du président togolais.

« Ils sont jeunes et construisent l'Afrique de demain. Mais pas n'importe laquelle. Une Afrique francophone qui souffre trop souvent de la comparaison avec sa voisine anglophone, qui ne partage pas le même passé. Mais comparaison n'est pas raison. L'Afrique francophone a des atouts et ce classement des jeunes personnalités les plus influentes âgées de 25 à 42 ans, le prouve. Quelle meilleurs modèles que ces visages d'hommes et de femmes qui démontrent, chaque jour, la vitalité, l'enthousiasme et l'élan d'une Afrique francophone entreprenante, créative, remplie de rêve et d'espoirs. » introduit d'entrée le célèbre Magazine américain FORBES version Afrique, qui a classé dans sa parution de ce mois de mars 2014, le Top 20, des jeunes personnalités les plus influentes de l'Afrique francophone. Ces personnalités aux parcours variés et aux horizons parfois éloignés, sont globalement issues des milieux économique, culturel, politique et sportif. Elles ont été désignées en fonction de « leur capacité à agir sur le cours de événements » grâce à leur pouvoir social, culturel, économique, médiatique ou politique.

Notre pays, le Togo se voit honorer à travers trois places dont l'une est occupée par Mme Ingrid AWADE, actuelle Directrice Générale de la Délégation à l'Organisation du Secteur Informel (DOSI).

La version africaine de FORBES décrit l'ancienne Directrice Générale des Impôts comme une « Dame de fer » forgée dans des valeurs de courage et d'opiniâtreté, valeurs indispensables qui lui ont permis de mener de front toutes ses responsabilités depuis 2006. Comme faits d'armes, FORBES revient sur « les sévères redressements fiscaux à des hommes d'affaires considérés jusque-là comme des intouchables, comme Pam Shryan ou le libanais Bassam El Najjar. »

Mme Cna Lawson, ministre des Postes et de l'Economie numérique et Jean-Marc Savi de Tové, associé chez Cauris Management sont les deux autres personnalités togolaises également honorées dans ce classement qui rappelle que ces jeunes leaders incarnent « un espoir, une relève » et que leurs actions s'inscrivent « dans un pari pour le futur ».

De ces 20 personnalités originaires du Bénin, du Cameroun, du Congo, de la Côte d'Ivoire, du Gabon, Guinée, Rwanda, Sénégal et Togo, FORBES Afrique prédit : « L'Afrique de demain ne ressemblera peut-être pas totalement à ce que ces jeunes influents souhaitent, mais elle sera forcément déterminée par leurs actions. Il est donc grand temps de se pencher sur eux. Et de les écouter! »

Dans cette liste restreinte on retrouve des personnalités comme l'ivoirien Didier Drogba, le camerounais Samuel ETO'O, la béninoise Marie Cécile Zinsou, et la sénégalaise Magatte Wade.

Germain P.

Retrouvez votre journal et plus d'info sur le site : www.togoreveil.info

Récépissé N° 0353/24/09/08/HAAC du 24 septembre 2008

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Germain POULI

COMITÉ DE RÉDACTION

Didier ASSOGBA

Patrick NIMA

Pégy

Paul KATASSOLI

SERVICE COMMERCIAL ET PUBLICITE

Aïssata TOURE

SECRETARIAT

Carole AGHEY

Rose NYUIADZI

INFOGRAPHIE

AHIABLE Raphaël

CARICATURE

DODZI

DISTRIBUTION ET ABONNEMENT

Tel: 22 36 18 56

ADRESSE

585, Avenue du Grand Séminaire

Hédzranawoé face Ets VINS

D'ITALIE

Tél. : 22 61 12 19 / 22 36 18 56

90 02 76 54

E-mail : togoreveil@togoreveil.info

TIRAGE

4000 Exemplaires

IMPRIMERIE

La Colombe

Germain POULI

LA GRANDE DECEPTION DE LA PRESSE TOGOLAISE

JEAN PIERRE FABRE, ancien journaliste, Directeur de Publication et rédacteur en chef des journaux togolais « La Tribune des démocrates » et « Le Temps des démocrates »

Comment l'Homme est-il devenu prédateur de la presse ?

Sas Gawou de Kanal fm menacé de mort... Après Dimas DZIKODO, Jean Paul Agboh Ahoulete, Dominique ALIZIOU, Germain POULI, Grédo TETEH, Tony Sodji, Joel EGAH et autres

Dans une de ses rares biographies officielles, le président national de l'ANC, Jean Pierre Fabre est décrit comme un « militant de première heure des droits de l'Homme et de liberté d'expression », qui « devint directeur de publication d'un des premiers journaux libres du Togo à l'aube des années 1990 ». Une description qui contraste aujourd'hui avec la réalité sur le militantisme de cet ancien journaliste, devenu par la force des choses, leader d'un parti politique très réfractaire aux critiques de la presse locale et dont les militants (y compris lui-même puisqu'il n'a pas hésité à agresser un journaliste togolais dans un avion en provenance de Paris) sont passés maître dans les agressions, intimidations et menaces contre les journalistes. Le dernier journaliste menacé de mort, ces jours-ci, par les militants zélés de l'ANC étant SAS GAWOU, l'animateur de l'émission Club de la Presse sur radio Kanal FM à Lomé.

Cette biographie officielle étant incomplète en ce qui concerne l'implication du journaliste Jean Pierre Fabre dans ce qu'a été la presse togolaise aux premières heures de la démocratisation, il convient de la compléter, avant de revenir sur ce qui a pu changer l'homme au point où, il se révèle plus prédateur de la liberté de presse que le pouvoir en place. Pour les pionniers de la presse privée togolaise et les premiers lecteurs de la presse libre au Togo, les hebdomadaires « La Tribune des

Démocrates » et « Le Temps des Démocrates » sont des titres assez bien connus. Le premier journal créé par un homme d'affaire togolais, grand architecte de son état, fut confié à Jean Pierre Fabre en tant que Directeur de Publication dans les années 90. Avec le retour au bercail de Gilchrist Olympio et dans le sillage de création de l'UFC, Jean Pierre Fabre quitte « La Tribune des Démocrates », jugé trop proche du CAR ou pour d'autres raisons notamment liées au sexe pour créer « Le Temps des Démocrates » afin de poursuivre la lutte pour la démocratie à travers sa plume et ses opinions largement reprises dans une presse, à l'époque, totalement hostile au régime dictatorial du Président Eyadéma.

Sans trop de détail, c'était la petite histoire sur la plus ou moins brève et évocatrice carrière de Jean Pierre Fabre en tant que journaliste togolais et de ce fait militant de la liberté d'expression.

Devenu homme politique au milieu des années 90 et leader en 2010 après la scission de l'UFC, il s'est dans un premier temps entouré d'une classe de journalistes (membres de l'association SOS Journalistes En Danger) qu'il a affilié au Collectif Sauvons le Togo (CST) au sein duquel son parti est le principal moteur. En dehors de cette catégorie qui défend, mordicus, ses positions, même les plus absurdes, Jean Pierre Fabre et ses sympathisants manifestent une aversion



envers tous les autres acteurs de la presse qui ne partagent pas leur vision. Il y a une semaine, et très maladroitement, Eric Dupuy, chargé de communication de l'ANC est monté au créneau pour insulter des journalistes, qui selon lui viennent sur les médias vilipender le président de son parti.

L'animateur de l'émission dans laquelle, il intervenait, est actuellement sous la menace d'une fatwa des activistes de son parti, l'ANC, qui ont promis lui faire la peau. D'autres journalistes comme Dimas Dzikodo, Directeur de publication du quotidien Forum de la Semaine sont constamment sous la menace des disciples de Jean Pierre Fabre alors que Jean

Paul Agboh Ahouleté, Directeur de Publication du Bi-mensuel Focus Info a été menacé l'an dernier par Jean Pierre Fabre lui-même sur un vol Air France en provenance de Paris. Les journalistes Germain POULI de TOGO REVEL, Grédo TETEH du MEDUIM et Dominique ALIZIOU de Chronique de la Semaine, Joel EGAH de Fraternité et le journaliste photographe Tony Sodji ont été vertement menacés par les miliciens de l'ANC et du CST, leur intégrité physique inquiétée ou leurs biens pris à parti.

C'est une grande déception pour la presse togolaise de constater que le principal prédateur de la presse togolaise aujourd'hui est l'ancien journaliste, Jean Pierre Fabre, Directeur de Publication et rédacteur en chef des journaux togolais « La Tribune des démocrates » et « Le Temps des démocrates ». Prétendument présenté dans une biographie officielle comme « militant de première heure des droits de l'Homme et de liberté d'expression », le leader de l'ANC doit faire l'effort d'honorer son passé en s'ouvrant véritablement à la démocratie pour accepter les critiques dans un débat contradictoire, ou à défaut qu'il s'engage à utiliser les voies légales pour régler leur compte aux journalistes qu'il « déteste ».

Germain POULI

La lutte contre les violences faites aux femmes, DES EFFORTS RESTENT A FOURNIR POUR UNE SOCIETE PLUS JUSTE

Le 8 mars est la journée réservée aux femmes de par le monde. C'est le moment pour beaucoup de structures luttant pour le droit des femmes de faire le point. C'est une journée diversement célébrée. Les uns la prenant pour un moment de réflexion sur la condition féminine, les autres la célébrant parfois pompeusement. Au-delà de cette journée et dans leur quotidien, les femmes sont victimes de différentes formes de violences. Elles diffèrent d'un pays à un autre, et peuvent prendre des proportions très inquiétantes à certains endroits de la planète. Par exemple, en France, 95 % de la fatalité de la violence sont des femmes, 51 % d'entre elles sont soumises à des passages à tabac par leur mari ou petit ami. Au Canada pour 60 % des hommes violents, 66 % sont pour la violence familiale entière.

Chez nous au Togo, une enquête commanditée par l'ONU et qui a été réalisée en décembre 2013 par Le Centre d'Expertise en Recherche Action révèle que les femmes et les jeunes filles sont victimes principalement de trois sortes de violences, la violence physique, la violence morale et la violence économique.

La violence physique est plus récurrente dans les districts de Doufelgou avec 21% des femmes ayant été frappées avec les mains, de l'Oti soit 32% des femmes ont été giflées, de Kpendjal avec 13% des femmes giflées, de Tandjoaré soit 12% des femmes giflées, et de Tône où 21 % des femmes sont frappées. Quant aux décès des femmes liés aux violences, 15% des femmes interviewées connaissent un cas de décès de femmes lié aux violences survenues au cours des 12 derniers mois par rapport à la période de l'étude. Kara, Savanes sont indexées dans ce rapport comme étant des milieux les plus touchés ; Dankpen, Doufelgou, Kéran, Kpendjal, Blitta, Tône et Tandjoaré sont aussi des régions concernées.

Les violences morales sont plus axées sur les restrictions de contact. Ainsi, 14% des femmes interrogées déclarent avoir été victimes de restriction de contact avec leurs amis et 13% de femmes ont vu leur partenaire fâché lorsqu'elles discutent avec un homme.

La restriction de contact avec les amis est surtout subie par les femmes de la région des savanes avec 31% et celles des plateaux soit 28%. En revanche, ce type de violence est moins pratiqué sur les femmes de la région centrale soit 5%.

Le rapport démontre plusieurs formes de cette violence dont les principales sont : la privation de ressources financières, et le refus à l'accès de ressources financières. C'est ainsi qu'environ 1% de femmes interrogées ont affirmé avoir été privées de ressources financières et 3% ont essayé le refus à l'accès de ressources financières. Selon les districts, 21,2% de femmes dans le Vo (Préfecture de Vo), ont été privées de ressources financières, 25% dans le district de Blitta, 36% dans l'Oti et 34% dans le Tône. Dans le district de Doufelgou, 29,2% de femmes ont été victimes du refus à l'accès aux ressources financières.

Tout ceci montre que malgré les actions gouvernementales pour assurer une égalité de chances entre les hommes et les femmes, des efforts restent à faire pour réduire de manière considérable les violences faites à la gent féminine.

Denis GOSSOU (Stagiaire)

La Ministre Dédé EKOUE à la Commission sur la Condition de la femme à New York

LE SATISFECIT DES PARTENAIRES SUR L'AMELIORATION DU QUOTIDIEN DE LA FEMME TOGOLAISE



Dans le cadre de la célébration de la Journée Internationale de la Femme, le 08 mars, l'ECOSOC (Conseil Economique et Social de l'ONU) organise depuis le début de la semaine à New York, la 58ème session de la Commission sur la condition de la femme. Le Togo y est représentée par son ministre de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation, Dédé Ahoéfa EKOUE. Cette rencontre est organisée sous le thème « les défis et réalisations dans la mise en œuvre des objectifs du millénaire pour le développement des femmes et des filles ».

Madame EKOUE qui représente le Togo à cette session y est arrivée auréolée de plusieurs succès dans la lutte que le Togo a engagée en matière de réduction de la pauvreté et

d'autonomisation de la femme, bref pour l'atteinte des OMD (Objectifs du Millénaire pour le Développement). La plupart de ces succès, à l'instar de la lutte contre la faim, lui ont d'ailleurs été reconnus par les partenaires du système des Nations Unies. « D'une manière générale, la faim a reculé comme l'indique la baisse de moitié la proportion des enfants souffrant d'une insuffisance pondérale. Ce progrès a valu au Togo d'être parmi les 38 pays qui ont reçu le prix de la FAO pour la lutte contre la faim. Pour les filles, le taux d'insuffisance pondérale est passé de 25,3% en 2006 à 14,5% en 2010 », a-t-elle rappelé.

Toujours dans le cadre de l'éradication de la pauvreté, le gouvernement togolais a initié plusieurs projets allant dans le cadre du renforcement des capacités économiques des plus défavorisés notamment celles des femmes. Les actions du gouvernement touchent essentiellement les secteurs de l'agriculture ainsi que des programmes d'infrastructures vitales à l'économie et pour un cadre de vie sain. Il a aussi atteint la quasi parité dans l'accès à l'éducation au primaire avec un ratio de 98% en 2012, ce qui milite en faveur de la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Au jour d'aujourd'hui, les résultats sont tangibles. Ces investissements, appuyés par les partenaires ont permis

de réduire l'indice de la pauvreté monétaire de 61,7% à 58,7% de 2006 à 2011 alors que pour la même période, le taux de pauvreté monétaire des ménages dirigés par les femmes baissait de 60% à 54%. Au rang de ces partenaires Mme Dédé Ahoéfa EKOUE a tenu à remercier l'action du Système des Nations Unies, de l'Union Européenne, de la France, de l'Allemagne, des Etats-Unis, du Japon, de la Chine, de la Banque Mondiale, de la Banque Africaine de Développement, de la BOAD, de la CEDEAO, de l'UEMOA et de l'Union Africaine sans lesquels les progrès n'auraient pas été possibles.

Ces avancées ne doivent cependant pas occulter les nombreux défis quant à l'atteinte des OMD et la promotion de l'égalité et de l'autonomisation de la femme au Togo. « Mon pays est conscient de l'urgente nécessité de renforcer l'égalité hommes et femmes et s'associe aux déclarations du G77, à celles des pays africains et des pays francophones pour l'établissement d'un programme de développement post 2015 ayant un objectif spécifique pour l'égalité homme et femme. Cet objectif devra comprendre l'autonomisation économique des femmes ; la lutte contre les violences de toutes sortes et la représentation des femmes dans les instances de décision », a conclu Mme la Ministre.

La Rédaction

43 ans de vie de l'OIF ROBERT DUSSEY : « UNE ORGANISATION AU SERVICE DE LA CONSOLIDATION DE LA COHESION NATIONALE »



Le 20 mars prochain sera le 43ème anniversaire de l'OIF (Organisation Internationale de la Francophonie). Chaque année, au Togo, les manifestations marquant cet anniversaire couvrent une quinzaine de jours. Cette année, c'est le ministre togolais des Affaires Étrangères, Robert DUSSEY, qui a présenté lundi dernier, les différentes manifestations organisées au Togo lors de la Quinzaine de la Francophonie, sous le thème : « Francophonie et jeunestalents ».

La francophonie étant une organisation qui regroupe les pays ayant en partage la langue française, M. Robert DUSSEY a reconnu que cette langue a contribué largement au rapprochement des ethnies, à l'assise du développement, à la compréhension interculturelle et à

la consolidation de la cohésion nationale.

Entre le Togo et la Francophonie, c'est un partenariat qui se traduit par une assistance mutuelle. « L'OIF a toujours été aux côtés de notre pays comme le témoigne son implication multiforme dans l'organisation et la supervision des dernières élections législatives. De même, il est à noter le rôle salvateur de l'OIF dans la résolution de la crise au Mali et dans tous les pays en conflit où la paix est menacée. Cette solidarité agissante, nous la devons à cette organisation », a souligné M. DUSSEY.

Un autre pan sur lequel cette coopération est attendue, c'est la lutte contre le chômage des jeunes puisque la survie de la langue française et de ses valeurs leur incombe. « La langue française reste un outil de rapprochement des Togolais et consolide la cohésion sociale. Le dynamisme d'une société se mesure par sa jeunesse », a déclaré le ministre, avant de convier les jeunestogolais à la culture de l'excellence : « Le talent est une vertu qui se cultive ».

Pour le directeur représentant régional de l'OIF, Tharcisse URAYENEZA : « La francophonie est un outil de coopération au service du développement. Son avenir repose sur les épaules de la jeunesse. Les États membres doivent aussi réduire la fracture numérique, car les NTICS constituent un enjeu majeur pour le développement ».

Parmi les manifestations organisées lors de cette édition, un concours de promotion de la langue française organisé pour les collégiens et les lycéens, une dictée nationale et une dictée en braille pour les mal voyants et une campagne de sensibilisation à la gestion des ordures ménagères dans le quartier d'Agoènyivé.

Paul K.

Célébration du 08 mars tout en politique LES FEMMES SOLIDAIRES D'OBUTS DANS LA LIGNEE DE LA NOUVELLE ORIENTATION DE LEUR PARTI



Le 08 mars 2014 a connu une célébration riche en couleur sur toute l'étendue du territoire et à travers diverses organisations de la société civile et des organisations de femmes. Les partis politiques n'ont pas été du reste. Au parti OBUTS (Organisation pour Bâti dans l'Union un Togo Solidaire), c'est dans une ambiance festive marquée d'intenses moments d'échanges et de réflexion que les Femmes Solidaires ont célébré cette journée de la femme, le dimanche 09 mars. Entourée de son président national, Gabriel Messan Agbéyomé KODJO et du premier vice-président, Gérard ADJA, la

présidente des Femmes Solidaires, Mme Véronique BATALE a encouragé ses sœurs à assurer une bonne éducation et à inculquer les valeurs de l'égalité au sein de la structure familiale qui est le socle d'une société épanouie. Pour les Femmes Solidaires d'OBUTS, le thème de cette célébration, « l'autonomisation économique de la femme, c'est le progrès pour toutes et tous » regorge de plusieurs défis pour les femmes togolaises. Pour relever ces défis, il faudra lutter contre l'insécurité et la pauvreté.

La célébration de la journée internationale de la femme a été l'occasion pour les Femmes

solidaires de dresser un chapelet de demande à l'endroit du gouvernement. Parmi celles-ci, l'ouverture d'un dialogue – elles ont obtenu gain de cause puisque depuis hier s'est ouvert un dialogue sous l'égide du premier ministre – entre les acteurs politiques en vue des réformes nécessaires à l'organisation d'élection transparente et crédible en 2015, faire droit aux femmes victimes des incendies des marchés de Kara et de Lomé et veiller à la parité d'accès aux postes électifs.

Cette logique des Femmes Solidaires s'inscrit dans la nouvelle orientation de leur parti mère, Organisation pour Bâti dans l'Union un Togo Solidaire. En effet, OBUTS prêche depuis quelques temps, à l'avant-garde du CST (Collectif Sauvons le Togo), les vertus du dialogue, de la concertation et du compromis en vue d'une alternance pacifique et négociée en 2015. Gérard ADJA est longuement revenu sur la nouvelle orientation politique qui a d'ailleurs été officiellement lancée en ce 09 mars. OBUTS a de belles idées mais sa présence au sein du CST n'est-elle pas un handicap sérieux à son éclosion ?

Pablo ZOUBE

SCAPE LE RAPPORT-BILAN 2013 EN ELABORATION



Initié par le Secrétariat Technique du DSRP (Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté), un atelier méthodologique pour l'élaboration du rapport-bilan de la SCAPE (Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi) pour l'année 2013 s'est tenu ce 11 mars 2014 à Lomé. L'objectif de cette rencontre est d'amener les participants à une démarche consensuelle pour l'élaboration du rapport-bilan de la première année de mise en œuvre de la SCAPE, conformément au plan et outils de suivi-évaluation de la stratégie.

« Cet atelier va définir la stratégie à suivre pour l'élaboration des cinq rapports de mise en œuvre par axe de la SCAPE, ainsi que

du rapport bilan global 2013. Ces rapports de mise en œuvre une fois validés, sous-tendront les travaux de la revue annuelle conjointe de la stratégie », a expliqué la Directeur de cabinet du ministère de la planification, du développement et de l'aménagement du territoire, Essohanam EDJEOU.

Spécifiquement, les participants à cet atelier auront à s'accorder entre autres, sur les modalités d'échanges d'informations entre les différentes parties prenantes, la méthodologie de traitement et d'analyse de ces informations et les interactions avec les comités sectoriels. Ce premier rapport-bilan s'appuiera sur cinq rapports sectoriels qui seront élaborés dans les semaines à venir, relatifs chacun à un axe de la SCAPE

Paul KATASSOLI

Journée mondiale des droits des consommateurs au Togo LA DIMINUTION DU COÛT DE LA COMMUNICATION AU MENU DES DISCUSSIONS

Il est célébré chaque 15 mars la journée mondiale des droits des consommateurs. Le thème de la célébration cette année est « téléphonie, respectez nos droits ». En prélude à cette journée qui se tient demain, les Associations des consommateurs, l'ART&P et les opérateurs de téléphonie mobile au Togo se retrouvent autour d'une table aujourd'hui pour plancher des sujets concernant la communication.

L'Organisation Internationale des Consommateurs (OIC) depuis un temps se penche beaucoup sur les questions de communication. La téléphonie n'est plus un luxe mais un outil de travail et de développement. Dans cette droite ligne, la rencontre de ce matin est une occasion pour les organisations des consommateurs d'échanger avec les opérateurs de téléphonie sur les doléances et suggestions des consommateurs. Plusieurs sujets dont l'amélioration des prestations par les téléphonies et la réduction des prix de la communication jugés un peu plus élevés au Togo sont au menu des discussions, à entendre le Secrétaire Général de l'Association Togolaise des Consommateurs. L'autre objectif de cette rencontre est de faire connaître l'ART&P au public. Selon lui, la population a de fausses opinions sur l'ART&P. Elle ne sait pas que c'est cette structure qui est chargée de réguler le secteur de la communication, défendre les droits des usagers et des opérateurs d'État.

L'opération d'identification des abonnés de téléphonie mobile est à mettre à l'Actif de l'ART&P. Cette opération fait partir des dispositions sécuritaires qui permettent d'identifier facilement des criminelles qui utilisent des numéros téléphoniques pour accomplir leur basse besogne. La rencontre d'aujourd'hui prépare déjà la voie pour la célébration de la journée de demain

Résistance des occupants des trottoirs contre l'«Opération de Dégagement de la Voie » LE CONTRE-AMIRAL ADEGNON ET M. ABOKA PASSENT DE LA PAROLE AUX ACTES



La délégation spéciale de la commune de Lomé et celle de la préfecture du Golfe ont depuis quelques temps initié l'« opération de dégagement de la voie ». Cette opération consiste à dégager les occupants des trottoirs pour permettre une bonne circulation des piétons et aussi donner une beauté à la ville avec les routes nouvellement retapées. Depuis le début de cette opération, ces occupants opposent une certaine résistance marquée parfois par l'agression des agents chargés de conduire cette mission de décongestion des abords des routes. Après des sorties médiatiques faites par le contre-amiral Fogan ADEGNON et son collègue ABOKA de la préfecture du Golfe, les occupants ont changé de stratégie. Ils reviennent simplement s'installer sur la voie après le passage des agents. Face à leur résistance, le contre-amiral ADEGNON soutient que la population de Lomé semble se moquer de la propreté de Lomé. Pour

mettre fin à ce désordre qui frise l'indiscipline et l'incivisme, les deux responsables en charge de cette opération pensent durcir le ton en prenant des sanctions contre les récalcitrants.

Sur une radio Jeudi dernier, M. ABOKA a exprimé son mécontentement suite aux pratiques inciviques de la population et surtout la réticence des occupants des abords des routes à libérer la voie. Il a alors affirmé qu'il est temps de passer à la vitesse de croisière. « Ceux qui tentent de résister à ce que nous appelons aujourd'hui " Opération de Dégagement de la voie ", nous allons les corriger. Il est temps que nous passions de la parole à l'action. Tous ceux qui sont sur les voies qui ont été dégagées et qui reviennent encore seront tout simplement puni conformément à la loi. », a-t-il prévenu.

Cette opération n'est pas de nature à mettre fin aux activités qui permettent aux occupants des voies de vivre. A entendre les responsables ABOKA et ADEGNON, les places sont disponibles pour ces occupants. Il leur suffit simplement de passer à la mairie ou à la préfecture pour obtenir une place légale. Les gens ont pris l'habitude de s'installer anarchiquement sur les trottoirs à l'insu de l'autorité compétente. A partir de cette opération de libération des voies, la population doit savoir que l'obtention d'une place en bordure d'une voie passe par l'accord de la mairie ou de la préfecture.

Londou KAWANA

Ecole buissonnière et jeux sur ordinateurs CES ELEVES QUI FONT LE BONHEUR DES CYBERS



Ils étaient habitués des vidéos clubs et des kiosks de jeux. Aujourd'hui, ce sont les cybers qui accueillent ces élèves coutumiers de l'école buissonnière. Le phénomène qui avait commencé avec les élèves récalcitrants et quelques saisonniers qui s'y rendaient aux heures de récréation et à midi s'est finalement répandu pour toucher aujourd'hui même les plus assidus. Ceux qui ont accepté de se confier reconnaissent que ce sont les premiers instants de l'année scolaire 2013-2014 marqués par plusieurs grèves qui les ont orientés vers ces cybers. Aujourd'hui, ils en sont devenus accrocs. Victor A., un élève de classe de 1ère s'y est laissé prendre à tel point qu'il y a

dépensé bien plus que son écolage et ses frais d'inscription au Bac1, soit un total de 23000 Francs. « Chaque matin quand je ne m'arrête pas là avant d'arriver à l'école je ne me sens pas bien. Et je suis en retard à l'école tous les matins. Finalement, j'ai commencé par fuir les cours et à m'absenter. Ça m'a fait dépenser mon écolage et mes frais d'inscription 13000 et 3000 et en essayant de me rattraper, j'ai pris 7000 chez mes parents que j'ai encore dépensés dans ces cybers. Il a fallu que je réalise que j'allais manquer mon examen pour me ressaisir. Aujourd'hui, mes parents ont accepté de verser mes frais scolaires et d'inscription et je fais des efforts pour ne plus passer

mon temps dans ces cybers. En plus, tous les professeurs me surveillent », nous a confié cet élève.

Mais, les autres n'auront pas cette chance. Ils sont en effet nombreux à faire le bonheur des cybers, surtout à ces heures où les affaires ne marchent plus. Avec la promotion de la 3G de Togo Cellulaire, les téléphones sont utilisés pour accéder aux sites tels que facebook et pour consulter les mails. Les jeux constituent donc une seconde vie pour les cybers. Ce qui explique l'indifférence des gérants de cyber lorsqu'ils voient des élèves débarquer à l'heure de cours. Quelques fois, ils viennent attendre l'ouverture des cybers. « Quand ils arrivent, ils nous disent qu'ils ont heure libre où qu'ils sont renvoyés pour l'écolage et nous ça nous arrange. Pour une heure de jeu, on leur vend l'heure comme s'ils se connectaient puisque les machines sont verrouillées », a déclaré un gérant de cyber à Bè Kpota.

Cet engouement pour le cyber aurait du être pour ces élèves, un motif supplémentaire pour réussir. Cet outil, de recherche par excellence, utilisé à bon escient peut véritablement contribuer à la réussite scolaire. Pourtant il est utilisé uniquement à des fins ludiques. Domage !

Paul K.

Baisse annoncée des prix du gaz UN POISSON D'AVRIL AVANT L'HEURE

Depuis le 28 février, la nouvelle d'une baisse du prix du gaz butane était l'objet de toutes les discussions. Cette nouvelle a aussi été relayée par certains médias. Elle a du coup causé d'énormes malentendus entre les détaillants et les utilisateurs du gaz butane. Les premiers rassurant qu'aucune diminution n'avait été faite, les autres disant avoir appris la nouvelle sur les médias et que la décision émanait du gouvernement. On se croirait finalement face à une annonce aux allures d'un poisson d'avril. Face à l'ampleur de cette rumeur, le ministre du Commerce et de la Promotion du Secteur Privée, Mme Bernadette LEGUEZIM BALOUKI a apporté des précisions chez nos confrères de Republicoftogo. Elle a ainsi précisé que « l'arrêté en question ne s'adresse pas aux consommateurs, mais aux fournisseurs ». En effet, il apparaît que la structure des prix est composée des sections prix de revient, la

marge des distributeurs, la marge des détaillants et le prix auquel le gaz est vendu au public. La subvention annoncée par le gouvernement ne touche pas les prix du gaz vendu au public, mais la structure des prix elle-même. « Etant attendu que le gaz est subventionné, selon les périodes, le prix public est aujourd'hui de 6.500 F.cfa la bonbonne de 12,5 kg. Les fournisseurs l'achètent eux à 13.000 F la bouteille. L'Etat subventionne donc presque la moitié », a-t-elle expliquée, avant d'ajouter : « Jinsiste pour dire que c'est la structure du prix qui est concernée et non le prix lui-même. ».

Depuis plusieurs années, pour palier au phénomène de la vie chère, le gouvernement assure la subvention des produits de première nécessité. En quatre ans, c'est-à-dire depuis 2010, c'est au total 104 milliards de F.cfa qui ont été dépensés pour ces différentes subventions. Rien que pour maintenir le prix du gaz butane à 6500, le gouvernement met dans la balance pas moins de 1,3 milliards de F.cfa par mois.

P. KATASSOLI

L'éducation pour tous au Togo UN NOUVEAU LYCEE POUR LA VILLE DE TSEVIÉ



Par arrêté ministériel 181 MEPCAB SG le gouvernement a ouvert un troisième lycée pour la ville de Tsévié. Ce nouvel établissement scolaire vient, dans un premier temps désengorger les deux premiers lycées qui ont des effectifs pléthoriques, ensuite répondre au souci du gouvernement de rapprocher les écoles des populations. Ledit lycée a été affecté au quartier Deme dont les populations ont accueilli avec enthousiasme cette offre de l'état qui a réduit considérablement le trajet qu'effectuaient les élèves pour se rendre à l'école.

La construction du lycée de Tsévié 3 est gérée par le Comité de Développement du Quartier Deme qui se démène pour réaliser les classes de cours, les élèves occupant provisoirement les locaux d'un établissement privé de la place. Les démarches faites en ce sens ont permis au CDQ de recevoir 1.000. 000 de F.cfa de la direction générale de la douane et un généreux don de 200 000 F.cfa d'un Honorable député. Ces sous ont permis la construction d'un bâtiment de deux classes en claires sur le site réservé au lycée de Tsévié 3.

Le président du CDQ Deme profite exprime au nom de la population sa gratitude au gouvernement pour l'affectation de cet établissement et l'envoi du personnel administratif. Paul Koffi LAMADOKU a lancé par la même occasion un appel au gouvernement et a toutes les bonnes volontés d'accompagner matériellement ce nouveau lycée pour une meilleure formation de la relève de demain. Tant vaut l'école tant vaut la nation.

Denis GOSSOU (Stagiaire)

Dans notre prochaine parution, grand reportage sur le marché moderne "DEKAWOWO-SIME" de Cacaveli inauguré le 08 mars 2014 à l'occasion de la journée internationale de la femme. UN EXEMPLE DE PARTENARIAT PRIVÉ-PUBLIC. FRUIT DE L'ENGAGEMENT DES FEMMES TOGOLAISES



Journée de la femme à CECO Groupe LE DG CONSTANTIN AMOUZOU EXHORTE SES EMPLOYEES FEMMES A L'AUTONOMISATION ECONOMIQUE



Le 8 mars 2014, journée internationale de la Femme, a été particulièrement célébrée au sein de CECO Groupe. Le consortium plus connu dans les BTP s'est désormais ouvert à d'autres filiales (IMMO, AGFO, TRADE, MINE et MANU) pour former l'un des groupes d'entreprises qui offrent réellement à la femme, employée, de réelles possibilités de s'accomplir sur le plan social et professionnel.

Dans le cadre de cette célébration, qui au niveau national, est placée sous le thème « Autonomisation Economique de la Femme », le Président Directeur Général de CECO Groupe, M. Constantin AMOUZOU, a organisé successivement deux séances de formation destinées aux personnels féminins du groupe respectivement le 1er mars et le 8 mars 2014. Reprenant le thème national, ces deux sessions se sont organisées autour de trois sous-thèmes à savoir : « Comment concilier

la vie en couple et la vie professionnelle ? », « Comment la femme peut émerger dans la société ? » et « Le traitement des femmes nourrices dans le privé »

Prenant la parole, à l'ouverture de la formation pour le personnel féminin de la base de CECO Groupe à Lomé, le PDG Constantin AMOUZOU a d'abord déclaré sa satisfaction de constater que les femmes participent à presque tous les grades et à tous les corps de métiers au sein de l'entreprise. Avant de rappeler à l'endroit des participantes que : « La prospérité d'un pays c'est la somme des prospérités des différentes familles. Et la prospérité de la famille est la somme des prospérités de tous ces membres. » Il reviendra ensuite ébaucher le rôle de la femme dans une famille, avant d'ajouter à l'endroit des femmes employées de CECO Groupe : « Ce qui vous donne droit à la parole, au respect, à votre liberté dans un couple, dans une famille, c'est votre autonomie

économique. C'est le travail qui libère et la liberté est le bien le plus précieux. Tout ce que je peux vous souhaiter c'est que ces moments que vous allez passer ensemble laissent des traces. »

Avant de laisser ses employées approfondir leur connaissance sur le thème, M. Constantin AMOUZOU a tenu une fois encore à préciser que l'esprit de famille, le consensus et la recherche du mieux être du personnel, sont les maîtres mots qui sous-tendent la philosophie professionnelle au sein de CECO Groupe, une entreprise, qui a-t-il affirmé « a pour adversaire le chômage, la précarité et la misère. »

La fête quant à elle, a été plus large le 8 mars avec l'implication de tous le personnel, en ce jour où la femme employée de CECO Groupe, fait l'objet de toutes les attentions à commencer par celles de la Direction Générale.

Patrick NIMA

Célébration du 8 mars par l'association Synergie d'Action pour l'Equité Genre Mme ROSE KOUDJOME ORGANISE DES RETROUVAILLES ENTRE FEMMES



Un millier de femmes environ, ont répondu à l'appel de Mme Rose KOUDJOME, présidente de l'association Synergie d'Action pour l'Equité Genre, le 8 mars dernier sur le terrain situé non loin de l'Hôtel Maison Blanche à Agbalapedo. Véritable moment de retrouvailles et de fête, cette rencontre placée sous le thème : « La femme togolaise au cœur du développement », a permis à plusieurs femmes leaders dans plusieurs domaines d'activités d'échanger avec leurs sœurs venues d'horizons diversifiés autour des questions de femmes. Entre partage d'expériences et message de solidarité et de soutien, les femmes de la Synergie d'Action pour l'Equité Genre, ont su donner une autre coloration à cette 29e célébration de la Journée Internationale de la Femme, qui s'est achevée dans une ambiance de fête à l'Hôtel Maison Blanche.

Prenant la parole, au début de cette célébration, Mme Rose KOUDJOME est revenue préciser en ces termes le sens de cette journée spéciale : « Lorsque la communauté internationale s'est décidée à consacrer une journée entière pour célébrer la femme de part le monde, elle n'avait qu'un souci : rendre le plus vibrant des hommages à celle sans qui la vie des hommes sur terre n'aurait été qu'un enfer, celle par qui tout commence et par qui tout fini, c'est-à-dire l'alpha et l'oméga. »

C'est dans l'allégresse générale et sous les gouttes bienveillantes d'une pluie, que les femmes ont fini cette célébration avec la promesse de se retrouver l'année prochaine. Mme la ministre du commerce et de la promotion du secteur privé était représentée à cette célébration.

G. P.

Choco TOGO

La Fête de Chocolat & du Cacao au Togo
du 20 au 22 mars 2014

au Palais des Congrès de Lomé

Exposition - Démonstration - Dégustation
Conférence - Atelier Pratique - Animation

info line: 00228 90 13 91 41 / 97 21 05 04 / 22 32 47 71
e-mail: info@efd-togo.org / www.efd-togo.org

Transfert culturel entre l'Allemagne et le Togo LA SEMAINE DU CINEMA GERMANO-TOGOLAIS SE DEROULE A LOME



L'Allemagne et le Togo célèbre le cinéma cette semaine à travers la « semaine du cinéma germano-togolais » organisée par l'ambassade d'Allemagne. Le lancement officiel s'est déroulé le 10 mars dernier. C'est l'ambassadeur de l'Allemagne au Togo, M. Joseph WEISS qui a lancé les activités en présence de plusieurs personnalités dont le Ministre de la Communication, de la Culture, des Arts et de la Formation Civique, Mme ANATE Koumealo. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du renforcement des liens culturels et de la coopération entre les deux pays.

Pendant une semaine, des court-métrages et des long-métrages du Togo et de l'Allemagne vont être projetés gratuitement au foyer des marins. A l'ouverture lundi dernier, deux films, "Von Kamina nach Nauen" et "Kinshasa Symphonie" ont été projetés. Au cours de la semaine, c'est plus 14 films des deux pays qui sont visualisés.

Selon les organisateurs, cette initiative va permettre de faire connaître le cinéma de l'Allemagne et celui du Togo à la population togolaise. Pour Joseph Weiss, après la reprise de la coopération entre le Togo et l'Allemagne, il est important que ces deux pays s'expriment sur le plan culturel. « Après la reprise de la coopération, c'est le moment d'ouvrir de nouveaux chapitres dans d'autres domaines, surtout dans le domaine de la culture parce que la culture est la première victime de l'instabilité politique. Elle est par ailleurs le domaine du loisir, le domaine du divertissement et de rassemblement. C'est une priorité de ma mission ici d'encourager les échanges culturelles entre nos deux pays. », a-t-il affirmé. Cette semaine va alors permettre un brassage entre les acteurs du cinéma togolais et leurs confrères de l'Allemagne. Selon la ministre ANATE Koumealo, c'est une bonne initiative du moment où le cinéma togolais a besoin de partenariats dynamiques, de la mobilisation de ressources importantes et de la création d'un environnement adéquat qui peuvent améliorer sa diffusion et sa consommation au Togo, en Afrique et dans le monde.

Organisé en collaboration avec l'école de cinéma « Ecran », cette initiative est à sa phase d'essai à Lomé. Selon l'ambassadeur Joseph WEISS, elle pourra s'étendre à d'autres villes du Togo.

Hubert LENOIR

Société MARS OU LE MOIS DE LA CHASSE



Comme son nom l'indique en langue kabyè, mars est un mois de chasse. Après la saison pluvieuse et la fin des récoltes, les cultivateurs qui généralement sont des chasseurs, peuvent alors se lancer dans la chasse. Cette année, la tradition est en train d'être respectée. Au-delà de Kara, la chasse s'effectue un peu partout au Togo.

Vers le sud du pays certains, passionnés de la chasse se déplacent sur de longues distances pour aller chasser. Selon un groupe de chasseurs, la chasse se fait à Adeticopé, Davié et aussi dans la région des plateaux, précisément à Kpalimé. Généralement les samedis, cette activité devient une distraction pour certaines grandes personnalités, nous a dit un chasseur. A la fin de la journée certains chasseurs se retrouvent une fois à Lomé, sur la nationale N1 au niveau de la station d'essence à Cacaveli où ils vendent leur gibier. Quand la journée se déroule bien pour les chasseurs, ce coin est très animé. Les passants s'arrêtent

pour voir des animaux de brousse qu'ils n'ont pas encore vu en face. Généralement, les agoutis, les lapins, les écureuils et les perdrix y sont exposés.

A Kara, la chasse est prise très au sérieux. Elle représente une partie de l'histoire du peuple Kabyè. Avant le démarrage de la chasse, il y a des préalables dont la danse des chasseurs. Lundi dernier, les populations des cantons de Pya, Kouméa et Tcharè s'étaient réunies à Pya-Hodo pour exécuter cette danse en présence du préfet de la Kozah et son collègue de la Binah. Munis de leur gibier et armes de chasse, massue, flèche, fronde... Les chasseurs par leur danse ont rendu hommage à leurs prédécesseurs pour leur courage et leur bravoure.

Après cette danse les chasseurs kabyè peuvent librement aller à la chasse pendant tout le mois de mars. Avec la protection de l'environnement et la disparition des animaux sauvages les chasseurs ne ramènent plus grand-chose comme par le passé.

Londou KAWANA

Gestion des ordures dans les marchés de quartiers L'ENTRETIEN DANS LES NOUVEAUX MARCHES CONTRASTE AVEC L'INSALUBRITE DANS LES ANCIENS



Tout ce que nous consommons peut soit nous procurer une bonne santé ou au contraire nous causer des maladies. Il est alors très important que l'homme veille à tout ce qui se retrouve dans son plat. Pour se faire, un suivi des aliments doit se faire depuis la production, dans les marchés et enfin à la maison. Votre journal s'est alors intéressé aux conditions dans lesquelles les aliments sont vendus et précisément l'état de salubrité des marchés. D'un marché à l'autre, la gestion des ordures et l'entretien

diffèrent. Ceux nouvellement construits sont mieux entretenus que ceux qui ne le sont pas encore. Dans les marchés qui sont sous le contrôle de la mairie, c'est l'Etablissement Public Autonome pour l'Exploitation des Marchés (EPAM) qui s'occupe de la salubrité, selon les explications d'un responsable de marché. Pour se faire, des agents d'entretien après le départ des commerçants et commerçantes balayent le marché et les ordures sont ramassées très tôt par une société

de ramassage d'ordure. C'est par exemple le cas du marché de GBOSSIME. Les commerçants ne s'occupent pas de l'entretien de leur lieu de vente. Le ticket qu'ils paient leur donne aussi droit à l'entretien de leur place. Avant même leur arrivée, le marché est déjà propre. Dans les marchés contrôlés par la préfecture du golfe, il existe également des équipes d'entretien des marchés. Selon le responsable du marché moderne d'Agoè-Assiyéyé, c'est à la veille de chaque jour de marché que l'équipe d'entretien fait son travail. L'administration a alors pris soin de sensibiliser les femmes sur l'entretien de leur place. Elles prennent alors les soins d'entretenir elles-mêmes leur lieu de vente. Les ordures sont envoyées dans le dépotoir provisoire clôturé du marché où une société vient également les vider pour les envoyer sur le grand dépotoir. L'administration du marché organise aussi au moins une fois le mois une journée « marché propre » toujours dans le but de maintenir ce nouveau marché propre.

Pendant que dans certains marchés, l'hygiène occupe une

place importante, il existe aussi des marchés où les ordures cohabitent avec les commerçants et commerçantes. C'est le cas du petit marché d'Agoè-Zongo. Dans ce marché, le dépotoir se trouve en plein cœur du marché juste à côté des revendeuses de légumes. Le comble, ce dépotoir est transformé en W.C public par certains habitants proches du marché. Malgré l'implantation des plaques interdisant le rejet des ordures à ce niveau, aucun changement n'a été constaté. A entendre une revendeuse, à la place du dépotoir se trouvait un grand trou qui en saison pluvieuse retient de l'eau qui finalement devient nauséabonde. C'est ce qui a alors amené les femmes à remblayer ce trou avec les ordures. Selon un membre de l'administration de ce marché, la préfecture qui a même donné des plaques à installer sur le dépotoir n'a pas encore pris en compte ce marché en ce qui concerne la salubrité. Le marché d'Agoè-Zongo a aussi en son sein un abattoir mal entretenu qui échappe au contrôle des assistants d'hygiène. C'est en somme un marché installé

confortablement dans l'insalubrité où il est difficile de respirer surtout en saison pluvieuse. A entendre une des responsables, la construction du marché est en projet. Elle espère alors qu'avec la reconstruction du marché, la préfecture se penche effectivement sur la salubrité.

Le gouvernement fait de multiples réalisations au rang desquelles figurent la rénovation et la construction de nouveaux marchés. Cet effort surtout dans le cadre des marchés doit être accompagné des pratiques d'hygiène pour préserver la santé des populations. Les assistants d'hygiène font des visites à l'improviste pour ramener les vendeurs à l'ordre mais ils doivent redoubler d'efforts pour atteindre tous les marchés et assez régulièrement. Pour l'heure, La mairie et la préfecture doivent continuer et parfaire l'entretien des marchés mais celui de Agoè-Zongo doit être pris au sérieux puis qu'il devient un vecteur de maladie pour les consommateurs et aussi les commerçants et commerçantes.

Londou KAWANA



NOUVEAU PACK 3XL

Une belle idée cadeau
à prix cadeau

Partage
internet
par Wifi

Débit
Internet
jusqu'à
2,8 Mb/s



Terminez l'année en beauté !

L'année se termine bien avec **TOGO TELECOM**. Découvrez le nouveau **PACK 3XL** de **TOGO TELECOM** et profitez doublement de ses avantages !

- ✓ Le smartphone : Internet + illico + GSM à 0 F
 - ✓ 2 000 F/mois de crédit de communication
 - ✓ 10 000 F/mois de forfait Internet Haut Débit de 2 Go
- Le tout sur 6 mois** en rechargeant au moins 5000 F/mois.

Bénéficiez également de la fonction de partage de votre connexion Internet par Wifi.

Pack 3XL, le 3en 1 : Internet + illico + GSM à seulement 72 000 F.

Pour plus d'informations, rendez-vous dans l'Espace Telecom le plus proche ou **appelez le 112.**

TOGO TELECOM, La Référence

www.togotelecom.tg